

«La mission un mot interculturel. Pluralité d'approche» : l'intégralité de l'Atelier

La cinquième session des «Ateliers de la mission» a eu lieu le jeudi 3 juin. La conférence a réuni Florence Taubmann, du Défap, et Benjamin Simon, professeur de missiologie œcuménique à l'Institut œcuménique de Bossey. Au cœur de leur intervention : les relations entre foi et culture. Ou comment distinguer ce qui relève de la foi en Dieu et en Jésus-Christ et ce qui relève de nos manières de l'exprimer...



Comment faire Église ensemble ? Non seulement au sein d'une même dénomination, mais aussi en reconnaissant les membres d'autres Églises comme frères et sœurs en Christ ? Comment accueillir l'autre avec ses propres manières d'exprimer sa foi, de louer Dieu ? Ces questions ont sous-tendu les

interventions et les débats lors du cinquième des «Ateliers de la mission» du Défap, animé par la pasteure Florence Taubmann, du Défap, et Benjamin Simon, professeur de missiologie œcuménique à l'Institut œcuménique de Bossey, en Suisse. Situé près de Genève, l'Institut est le centre de rencontres, de dialogue et de formation du Conseil œcuménique des Églises. Il a pour but à la fois de promouvoir la pensée œcuménique, et de former des responsables tant laïcs qu'ecclésiastiques.

Depuis le début de l'implantation d'Églises chrétiennes, la diversité a été considérée comme un motif positif. Le texte biblique témoigne d'une approche sans préjugés des personnes d'autres religions et d'autres cultures. Force est de constater que cette diversité est souvent plus difficilement vécue aujourd'hui. Peut-on imaginer d'inventer une mission qui ne soit pas liée à une manière culturellement marquée de vivre en Église et d'exprimer sa foi ? Comme l'a souligné Benjamin Simon, «l'enjeu de la mission interculturelle est à la fois intérieur et extérieur :

- favoriser le vivre-ensemble dans les communautés et la rencontre entre les communautés, en respectant à la fois l'identité culturelle des uns et des autres et la dignité commune à tous ;
- témoigner de ce vivre-ensemble dans la société, à travers l'annonce de l'Évangile en paroles et en actes de solidarité avec les autres.»

Mais dans la quête de cette mission interculturelle, tout reste encore à faire. Trop souvent, la culture et la tradition sont séparatrices au point de ne pas permettre l'union dans la foi. Car dans le cadre de la foi et de la vie culturelle, il n'est pas évident de reconnaître sa propre pratique comme culturelle, car cela revient à la relativiser, alors que la tentation du croyant est de sacréaliser tout ce qui touche à la religion. Parmi les nombreuses personnes de cultures, d'ethnies et de religions diverses qui ont migré en Europe ces dernières années, beaucoup sont chrétiennes ; mais si

certaines de ces personnes ont intégré des Églises locales, d'autres ont fondé de nouvelles congrégations, qui vivent à l'écart des premières.

Derrière ces questions se profilent toutes les interrogations liées à une mondialisation qui tantôt rapproche, et tantôt désunit. Une tendance de fond qui se retrouve aussi au sein des Églises dites «historiques» : si la diversité est inhérente au protestantisme, le paysage des paroisses françaises connaît depuis une cinquantaine d'années des mutations profondes. L'interculturel s'y présente à la fois comme une richesse et un défi.

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette session à deux voix :

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

À lire, à télécharger :

- [Le texte introductif et les questions pour préparer les travaux de groupe](#)
- [«La mission un mot interculturel. Pluralité d'approche» : la bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
- [Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !](#)

Deux visioconférences sur la laïcité

Les 8 et 10 juin, l'Église Protestante Unie de France organise en visioconférence deux soirées de réflexion ouvertes à tous sur le thème : «Quelle place pour la religion dans l'espace public ?»



Buste de Marianne à Bourguignon, en Dordogne © Wikimedia Commons

Alors que les positions sur la laïcité se tendent, et que les

initiatives gouvernementales ou propositions se multiplient, allant d'états généraux de la laïcité à un rapport préconisant une formation spécifique pour les agents publics, en passant par la fin de [l'Observatoire de la laïcité](#), le tout donnant l'impression d'une certaine fébrilité après les débats autour de la loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme, l'Église Protestante Unie de France annonce deux rendez-vous en visioconférence sur le thème : «Quelle place pour la religion dans l'espace public ?»

La première de ces deux soirées aura lieu le mardi 8 juin, de 20h à 21h15 : l'historienne Valentine Zuber, directrice d'études à l'École pratique des hautes études, proposera un parcours de la Réforme à nos jours : «De la tolérance à la liberté, le combat de la laïcité». Le jeudi 10 juin, de 20h à 21h15, Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, répondra aux questions des participants sur le thème : «Laïcité : comment être croyant aujourd'hui en France ?»

8 juin #Zoom

De la tolérance
à la liberté,
le combat de la laïcité

Valentine ZUBER
Historienne

10 juin #Zoom

Comment être
croyant aujourd'hui
en France ?

Nicolas CADÈNE
Rapporteur général
de l'observatoire de la laïcité

Les protestants ont longtemps été, en France, les meilleurs défenseurs de la laïcité, qui leur permettait d'exister dans un espace public libéré d'une traditionnelle hégémonie

catholique. Mais le durcissement des débats au cours des vingt dernières années entre les tenants d'une laïcité «ouverte», et les défenseurs d'une laïcité «stricte», les a conduits à souhaiter affirmer un peu plus leur identité protestante. Le débat n'a rien de neuf : comme le notait le grand historien de la laïcité Jean Baubérot le 23 septembre 2017, invité à s'exprimer à l'Hôtel de Ville de Paris à l'occasion des 500 ans de la Réforme, «Jules Ferry parlait déjà de religion laïque pour signifier qu'il ne figurait pas parmi ses adeptes. Mais celles et ceux qui entretiennent un rapport religieux à la laïcité sont, en fait, des monothéistes séculiers, et leur Déesse-laïcité exige de ses fidèles qu'ils n'aient pas d'autres divinités devant Sa face.» Ce débat ancien a néanmoins eu tendance à être monopolisé ces dernières années par ces fameux «monothéistes séculiers», qui bien que «quantitativement minoritaires (...) dominant pourtant la scène médiatique et se croyaient, il y a quelques mois encore, hégémoniques sur la scène politique.»

Face à ces partisans d'un effacement pur et simple du fait religieux dans l'espace public (le pasteur Laurent Schlumberger, alors président de l'Église protestante unie de France, parlait d'une volonté de «laïcisation de la société, c'est-à-dire que l'espace public devienne neutre sur le plan religieux»), les mises en garde n'ont pas manqué. Lors des vœux de la Fédération Protestante de France en janvier 2018, son président François Clavairoly s'interrogeait déjà, en présence du Premier ministre Édouard Philippe : «Qui peut oser penser que la spiritualité est une dimension facultative de l'existence, la transcendance un sujet d'ordre privé n'ayant aucun rapport avec l'élaboration des valeurs de notre société qui font de l'humain ce qu'il est ?». Dans ce débat, le chef de l'État Emmanuel Macron semblait avoir pris position, appelant les protestants à jouer le rôle de «vigies de la République» et plaidant ouvertement pour une laïcité ouverte, en soulignant : «Votre identité de protestants ne se construit pas dans la sécheresse d'une sociologie, mais dans un dialogue

intense avec Dieu et c'est cela, ce que la République respecte.»

«La laïcité est un joyau de la République»

Mais le ton a changé lorsque la FPF, endossant précisément ce rôle de «vigies de la République», a commencé à souligner les risques de dérives liées à un projet de loi, déposé le 9 décembre 2020, confortant le respect des principes de la République. Ce texte visant, selon Matignon, à «renforcer le pacte républicain» face à «l'islamisme», devrait se traduire dans les faits par un contrôle de l'État accru sur les cultes, mais aussi sur les associations, l'enseignement privé, Internet, et même les maires. Voté tour à tour par les députés, puis par les sénateurs qui ont renforcé certaines mesures, il doit être de nouveau examiné courant juin par une Commission spéciale. C'est dans ce contexte que, le 18 avril, la ministre déléguée à la Citoyenneté, Marlène Schiappa, a annoncé la tenue d'États généraux de la laïcité. Marlène Schiappa a mis en avant la nécessité de débattre du sujet pour «rassembler autour de la laïcité française» et trouver des points d'accord. Cette démarche a réuni, mardi 20 avril, plusieurs penseurs au Conservatoire national des arts et métiers, à Paris. Durant les trois mois prévus d'échanges, plusieurs débats et groupes de réflexion seront organisés pour penser la laïcité aujourd'hui. Seront abordés, entre autres, les thèmes suivants : «Laïcité et intégration citoyenne» et «La laïcité au travail». Mais dès leur annonce, ces États généraux ont été vivement critiqués par plusieurs figures politiques, dénonçant une instrumentalisation de la laïcité. Yannick Jadot a notamment martelé : «La laïcité est un joyau de la République. Il faut que ce gouvernement arrête de l'abîmer. Qu'elle devienne un outil de propagande est scandaleux.»

Les débats sur la laïcité sont-ils voués à opposer des positions de plus en plus tranchées et irréconciliables ? Au sein du milieu protestant, les interventions ont été nombreuses, dénonçant notamment les approximations des discours de membres du gouvernement. Jean Baubérot a publié une [sévère mise au point](#) à l'occasion du lancement des États généraux de la laïcité, corrigeant une à une les erreurs factuelles contenues dans l'essai *Laïcité, point !* co-rédigé par Marlène Schiappa et Jérémie Peltier. Avant cela, la Fédération protestante de France avait constitué un dossier fourni de plaidoyer pour dénoncer les risques du projet de loi confortant le respect des principes de la République ; et à l'occasion de sa pastorale annuelle, le Pôle FPF – Île de France a organisé le 15 avril un webinaire sur le thème de la laïcité avec Nicolas Cadène et François Clavairolly. Webinaire que vous pouvez visionner ci-dessous :

[Campus protestant](#) a pour sa part mis en ligne plusieurs entretiens avec Nicolas Cadène, au moment même où les menaces se précisaient sur l'Observatoire de la laïcité :

Enfin, retrouvez ci-dessous un rappel général très didactique, en trois minutes, des grandes lignes des applications du principe de laïcité :

«La Mission, un mot personnel. L'individu entre conscience et inconscience» : l'intégralité de l'Atelier

La quatrième session des «Ateliers de la mission», qui s'est tenue le jeudi 20 mai, a permis de poursuivre la réflexion et les échanges entamés lors de la session précédente sur les fondements théologiques et anthropologiques de la mission. La conférence était animée par Florence Taubmann, du Défap, et Omer Dagan, de la Cevaa, sur la thématique de l'individu, de sa place face ou dans le groupe, de ce qui fonde son identité et sa dignité... et des tensions qui entourent le modèle individualiste occidental.



Après la notion d'universalité, dont les teneurs et la crise actuelle ont été abordées lors de la session du 6 mai, c'est la notion d'individu – avec comme corollaire la crise de

l'individualisme – qui a occupé l'«Atelier de la mission» du 20 mai. Comme lors du webinaire précédent, une conférence à deux voix – présentée cette fois par les pasteurs Florence Taubmann et Omer Dagan – introduisait les travaux de groupe.

La centralité de la personne humaine s'est progressivement affirmée dans notre histoire à partir des sources bibliques et judéo-chrétiennes. C'est sur fond d'une telle anthropologie théologique que s'est longuement développé l'humanisme que nous connaissons, nourri des concepts de dignité, de liberté, de responsabilité et d'égalité, ceci débouchant sur la démocratie et les droits de l'homme. Mais avec la modernité et surtout la post-modernité, on a vu s'accroître de plus en plus l'indépendance de l'individu vis-à-vis du groupe et des générations antérieures.

Que sera l'humain de demain ? Quelle mission d'éducation pour les nouvelles générations ? Quelles opportunités déceler à travers cette crise ?

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette session à deux voix :

Les supports des interventions de Florence Taubmann et Omer Dagan sont également disponibles ci-dessous :

Première partie : la mission, un mot personnel (Florence Taubmann)

Deuxième partie : la question de l'humain en crise et de la post-modernité (Omer Dagan)

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

À lire, à télécharger :

- [Le texte introductif et les questions pour préparer les travaux de groupe](#)
- [«La Mission, un mot personnel. L'individu entre conscience et inconscience» : la bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
 - [Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !](#)

Le Défap recrute un(e)

assistant(e) polyvalent(e)

Vous êtes à l'aise dans le travail en équipe, polyvalent(e), curieux(se) – le Défap recherche un(e) :

Assistant(e) polyvalent(e)

**CDI-Temps plein
1er juillet 2021**

**Temps plein 35h annualisé du lundi au vendredi
Rattaché(e) au service financier et administratif**



Façade du 102 boulevard Arago, Paris © Défap

Le Défap est le service missionnaire de trois unions d'Églises Protestantes françaises ; par le financement de projets, par les échanges de personnes, par le soutien à la formation théologique et à la réflexion missiologique, par le partage d'informations, il contribue à entretenir des relations vivantes au sein d'un réseau d'Églises présentes sur plusieurs continents.

Missions du poste

- Administratif : réalisation d'achats et fournitures courantes, relations avec les fournisseurs, règlement des factures, notes de frais, établissement de la facturation, suivi des règlements...
- Entretien et maintenance du bâtiment : suivi, contrôle des dépannages, des interventions de maintenance et des petits travaux, en relation avec les artisans.
- Prise en charge des voyages : achat des billets de train, d'avion, suivi de la couverture sociale des volontaires, des assurances, des visas en relation avec le service relations internationales.
- Informatique : suivi des incidents informatiques en relation avec le service informatique externalisé.

Profil du poste

- Bonne utilisation des outils informatiques (Office 365, Word, Excel...)
- Bonne utilisation des outils internet
- Bonne connaissance en informatique (armoire de brassage, réseau informatique)
- Polyvalent(e), autonome, curieux(se), savoir travailler en équipe, avoir un esprit pratique pour assumer

l'ensemble de ces tâches

Candidature

CV et lettre de candidature à envoyer à l'adresse suivante :

Service protestant de mission – Défap,
À l'attention du Secrétaire général,
102 Bd Arago

75014 Paris (France)

secretariat.general@defap.fr

[Télécharger ici l'annonce en pdf](#)

Les futurs pasteurs ont rendez-vous au Défap

Parmi les étudiants en théologie, le Défap reste trop souvent méconnu. D'où l'idée de rencontres pour mieux faire connaître ses rôles et les outils qu'il peut apporter aux Églises : cette semaine, quatorze étudiants de l'IPT en master pro, en formation à Paris et se destinant à devenir pasteurs au sein de l'Église protestante unie de France, vont visiter le 102 boulevard Arago et rencontrer l'équipe des permanents.



Ils sont quatorze et achèveront bientôt leur formation de pasteur ; d'ici quelques mois, ils seront chacun en poste dans une des paroisses de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF). Ces étudiants en master pro de l'Institut Protestant de Théologie (un cycle commun aux facultés de Paris et de Montpellier) sont présents dans la capitale pour une semaine, à l'occasion de leur session de mai – l'une des dix sessions que comporte leur formation sur le thème «Église et société». Une formation et une arrivée en paroisse qui ont lieu dans un contexte bien particulier, celui de la crise sanitaire et de tout ce qui l'entoure en termes de liens sociaux qui se distendent, de restrictions de circulation ou de rassemblement – ce qui n'épargne pas l'exercice des cultes ; mais ce contexte est aussi marqué par un raidissement perceptible entourant les libertés religieuses, avec le vote de la loi «confortant le respect des principes de la République», dont la Fédération Protestante de France a largement dénoncé et

continue à souligner les risques. Ces évolutions législatives et leurs implications dans la vie des Églises figurent d'ailleurs au menu de la formation des étudiants en master pro.

Impact du Covid-19, relance des débats sur la laïcité : des défis qui s'ajoutent à ceux que connaissent déjà les Églises et auxquels les futurs pasteurs seront confrontés dès leur arrivée en paroisse. L'un de ces défis étant souvent constitué par les transformations profondes que connaissent nombre de communautés, qui, notamment dans les grandes agglomérations, sont de plus en plus hétérogènes et voient se rassembler des paroissiens issus de pays, de contextes culturels et ecclésiaux très différents : un protestantisme de plus en plus divers tant par ses origines géographiques que par ses manières d'exprimer sa foi ou de vivre en Église, d'où l'enjeu accru représenté par les relations interculturelles.

Les nouveaux enjeux du métier de pasteur

Habituellement, ces sessions de mai des master pro ont lieu à la faculté de Paris, au 83 boulevard Arago ; mais, contexte oblige, celle de mai 2021 se tient au Défap, au 102. L'occasion de contacts accrus avec l'équipe du Service protestant de mission, qui, de par ses relations avec les Églises protestantes tant au près qu'au loin, tant en France que dans une vingtaine de pays, connaît bien les enjeux des relations interculturelles. Un repas commun est d'ailleurs prévu en fin de semaine, ainsi qu'une visite guidée – notamment de la bibliothèque, qui recèle une fonds irremplaçable sur l'histoire des missions protestantes – et un temps d'échange avec les permanents du Défap.

Voilà plusieurs années que ces visites des master pro sont organisées au 102 boulevard Arago ; la pasteure Tünde Lamboley, responsable de la formation théologique, et qui avait initié un rapprochement avec l'IPT à travers une série de «déjeuners-cultes», avait en effet constaté que le Service

Protestant de Mission restait encore trop souvent méconnu parmi les étudiants. D'où cette idée d'un temps de rencontre et d'échanges, approuvée par Élian Cuvillier, qui outre son rôle de directeur des études à l'IPT-Montpellier, est également, depuis juillet 2017, directeur du master professionnel des deux facultés. Il a déjà eu l'occasion de dire, lors d'une de ces visites, qu'il considère le Défap comme «un rouage essentiel de l'Église», avec lequel ses étudiants, en tant que futurs pasteurs, «seront nécessairement amenés à travailler».

Au menu de la rencontre : un survol de l'histoire du Service Protestant de Mission et de ses rôles actuels ; une présentation de son organisation et des missions des divers membres de l'équipe ; une discussion libre et des questions-réponses... Afin que les futurs pasteurs, une fois en poste, sachent déjà ce que le Défap peut leur offrir et quels outils il peut leur apporter.

Devenir pasteur

Le [master 2 en théologie appliquée](#) (Cycle M2ThA) est une formation universitaire commune aux Facultés de Paris et de Montpellier qui prend en compte la pratique, l'expérience et l'engagement concrets. Il est requis pour être pasteur.e de l'Église protestante unie de France (EPUdF). Poursuivant un triple objectif théologique, professionnel et personnel, il met en œuvre la triade pédagogique : savoir, savoir-faire et savoir-être. Il comprend un stage, des séminaires et la rédaction d'un rapport de stage. Au terme de ce temps d'études, et après accord de la Commission des ministères, le.a candidat.e au ministère pastoral fait son «proposanat». Ce dernier est une période probatoire d'une durée de deux ans, dans une Église locale ou une paroisse. Une fois le proposanat achevé et après accord de la Commission des ministères, le nouveau / la nouvelle pasteur.e est ordonné.e – reconnu.e dans son ministère puis inscrit.e au rôle des ministres de l'EPUdF. La Commission des Ministères a réalisé une brochure à destination des étudiant.e.s désirant devenir pasteur.e.s : «Pour devenir pasteur, un parcours avec la Commission des ministères». Il est possible de la consulter sur le site de l'EPUdF [sous format pdf](#).

Top départ pour le Grand KIFF !

Après le report en 2020 du Grand KIFF, Albi accueillera ce grand rendez-vous du 29 juillet au 2 août 2021 pour vivre ces cinq jours de rassemblement en plein air.



Illustration pour le Grand Kiff © EPUdF

Le Grand KIFF 2021 est co-construit depuis deux ans avec les Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France. Le Défap fait partie des nombreux partenaires associatifs qui y sont également engagés. Plus que jamais, une possibilité de rencontre en présentiel est attendue et le thème du Grand KIFF « La terre en partage » reste d'une actualité brûlante.

Ce rassemblement exceptionnel donnera l'occasion de vivre un culte XXL, de construire une ville miniature, de participer à une animation biblique, de vivre un escape game biblique, d'apprendre une danse participative, de monter sur une scène ouverte, de rencontrer des partenaires engagés dans l'écologie et la solidarité, de participer à une veillée artistique, à une soirée musique et bien plus...

[Voir en plein écran](#)

Consignes sanitaires

Pour vivre ces cinq jours de rassemblement en plein air, les équipes de préparation anticipent différentes possibilités d'adaptation des activités, de la logistique... en fonction des évolutions de la crise sanitaire et des consignes gouvernementales.

Les installations et les activités seront conformes aux consignes en vigueur : un cadre sanitaire prévoyant trois scénarii a déjà été établi pour préparer les temps du rassemblement.

L'équipe de préparation garde la conviction que le Grand KIFF pourra se dérouler cet été pour accueillir les jeunes et leurs accompagnateurs. Si ces conditions n'étaient pas réunies, l'équipe d'organisation proposerait une alternative. Sa préparation demande ainsi beaucoup de souplesse et un ajustement permanent de l'événement jusqu'à son ouverture.

Pour rejoindre l'aventure :

Il est d'ores et déjà possible d'inscrire des intentions de camps, en attendant l'ouverture prochaine des inscriptions effectives lesquelles resteront ouvertes jusqu'au dernier moment. Les frais d'inscription seront remboursés en cas d'annulation. Le Grand KIFF sera cet été pour les jeunes une bouffée d'oxygène. Parlez-en autour de vous et invitez-les à

réserver les dates !

- Les responsables de camp peuvent signaler l'organisation de leur camp : [ici](#) !
- [Les inscriptions individuelles au Grand KIFF](#) (15 à 20 ans, du 29 juillet au 2 août)
- [Les inscriptions à l'Alter'KIFF](#) (18 à 30 ans du 22 juillet au 4 août)

Tuto : s'inscrire au Grand KIFF :

Tuto : inscrire ton intention de camp pour le Grand KIFF :

Tuto : s'inscrire à l'Alter KIFF :

**Chant : La Terre en partage, au ukulélé
par Eric Galia :**

«La mission un mot universel. L'universel est en crise» : l'intégralité de l'Atelier

La troisième session des «Ateliers de la mission» a vu le passage à une nouvelle étape de la série de webinaires du Défap : après une remise en perspective historique, qui s'est faite au cours des deux premiers rendez-vous, l'Atelier du 6 mai a entamé une série de trois rencontres consacrées aux fondements théologiques et anthropologiques de la mission. Retrouvez-en ici l'enregistrement intégral.



LES ATELIERS DE LA MISSION TROISIEME SESSION : 6 MAI 2021

Comment vivre la mission aujourd'hui, et quel sens donner à ce mot même de «mission» ? Cette double question courait en filigrane tout au long de la troisième session des «Ateliers de la mission», ce jeudi 6 mai ; une session divisée en deux parties bien distinctes, avec tout d'abord, en introduction, une synthèse des travaux de groupe des deux premières rencontres, qui avaient été consacrées à une remise en perspective historique sous le titre : «La mission : un mot, une histoire». Cette synthèse, présentée par le professeur Jean-François Zorn, [dont vous pouvez retrouver le texte complet ici](#), s'est articulée autour de six points :

- le point sur les réactions suscitées par ce retour sur la genèse du mot et du concept de «mission» dans son acception actuelle ;
- les questionnements provoqués par l'abstention missionnaire des Réformateurs – avec l'opposition sous-jacente entre «mission intérieure» et «mission extérieure» ;
- les propositions de réappropriation du mot «mission» ;
- la question des connivences et des différences entre mission et colonisation ;

- les moyens de faire résonner le mot «mission» en nous aujourd'hui ;
- la question de l'adéquation des structures missionnaires actuelles du Défap et de la Cevaa avec notre temps.

La suite de cette session du jeudi 6 mai a été constituée, avant les travaux en atelier, d'une conférence à deux voix animée par les pasteurs Basile Zouma et Florence Taubmann. Elle marquait le passage à une nouvelle étape des «Ateliers de la mission», dont les trois prochains rendez-vous seront consacrés à une réflexion et à des échanges autour des fondements théologiques et anthropologiques de la mission, autour des trois questions de l'universel, de l'individu, et de l'interculturel.

Retrouvez ci-dessous l'intégralité de cette session à deux voix :

Vous pouvez également réécouter cet Atelier sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture»).

À lire, à télécharger :

- [Le texte introductif et les questions pour préparer les travaux de groupe](#)
 - [«La mission, un mot, une histoire» : retour sur les travaux des ateliers](#)
 - [«La mission un mot universel. L'universel est en crise» : la bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
-

Volontariat et solidarité internationale

Dans son travail au quotidien, le Défap n'agit pas seul, mais au sein d'un réseau. Plusieurs réseaux même, dont chacun correspond à un ou plusieurs des domaines d'intervention du Défap. C'est ainsi que l'activité d'envoi de volontaires le met naturellement en lien avec diverses organisations qui partagent les mêmes convictions concernant le rôle du volontariat dans le domaine de la solidarité internationale – et partagent aussi les mêmes questionnements. Illustration avec cette émission de Fréquence Protestante, au cours de laquelle Laura Casorio, responsable des envoyés du Défap, a invité des partenaires.



Photo de groupe des envoyés du Défap lors de la session de formation de juillet 2019 © Défap

De façon naturelle, le Défap, dans ses activités consistant à mettre en lien des Églises, est amené à travailler avec des partenaires du monde protestant : les Églises elles-mêmes, mais aussi des structures qui leur sont liées (organismes de santé, d'enseignement, de développement) ou qui les fédèrent (Fédération protestante de France, Cevaa, Secaar, etc.) ; ainsi qu'avec des partenaires qui sont un peu des homologues (c'est le cas de DM – Dynamique dans l'échange, anciennement dénommé DM – Échange et mission, qui est en quelque sorte le «Défap suisse»). Ce réseau est une force, car il permet une démultiplication des effets des actions de chacun.

Mais au-delà du monde protestant lui-même, l'activité d'envoi de volontaires met tout aussi naturellement le Défap en contact avec des réalités et des préoccupations qui concernent de nombreux acteurs de la solidarité internationale – chrétiens ou non chrétiens. C'est ce qu'illustre Laura

Casorio, qui au sein du Défap s'occupe de la formation et du suivi des envoyés, à travers cette émission de Fréquence Protestante, diffusée le 28 avril dernier, et au cours de laquelle elle a invité des acteurs comme le CLONG ou la DCC.

Le CLONG-Volontariat est un collectif, créé en 1979, qui rassemble une douzaine d'associations (dont le Défap) concernées par l'envoi de volontaires hors Union européenne. Il était représenté lors de cette émission par Sébastien Radisson, qui assure la coordination du collectif. La DCC (Délégation Catholique pour la Coopération) est le service du volontariat international de l'Église catholique en France ; elle envoie des volontaires de solidarité sur des missions de 3 mois à 2 ans, et elle assure, côté catholique, certains rôles qui sont dévolus au Défap côté protestant. Elle fait partie également du CLONG. Elle était représentée par son délégué général, Guillaume Nicolas.

Volontariat et solidarité internationale, présenté par Laura Casorio

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 avril 2021 sur Fréquence Protestante

Le volontariat de solidarité internationale (VSI) est une force à ne pas négliger : chaque année, ce sont ainsi 2000 volontaires qui partent sous statut VSI par le biais d'une trentaine d'associations agréées. Et si l'on y ajoute d'autres statuts que celui de VSI, ce sont 10.000 personnes qui partent à l'étranger pour agir dans le domaine de la solidarité internationale.

Ces diverses organisations partagent souvent des préoccupations et des visions identiques, et sont concernées par les mêmes questionnements ; d'où l'utilité d'un collectif comme le CLONG, qui constitue une plateforme à travers laquelle elles peuvent partager leurs préoccupations,

réfléchir ensemble et coordonner leurs actions. Il n'y a pas que des organisations protestantes ou catholiques au sein de ce collectif : le CLONG-Volontariat réunit toute une diversité d'acteurs, ce qui enrichit les échanges, et fait de cette plateforme un lieu de rencontres entre diverses traditions qui se retrouvent dans une même vision de l'engagement des volontaires au service de la solidarité internationale.

Le CLONG rassemble des acteurs qui envoient des volontaires à l'étranger sous divers statuts, pas seulement en VSI (à travers des organismes comme la fédération Handicap international, ATD Quart Monde, ou d'autres plus modestes comme Envol Vert ou le GREF, le Groupement des retraités éducateurs sans frontières). Plateforme d'échange et de coordination, le CLONG est lui-même en lien avec d'autres collectifs, comme la Coordination SUD, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

«La mission, un mot, une histoire» : retour sur les travaux des ateliers

Les deux premiers des «Ateliers de la mission» du Défap, les 10 et 22 avril, étaient consacrés à une approche historique de la mission, avec comme intervenant le missiologue Jean-François Zorn. Ces deux premières conférences ont donné lieu à des échanges très riches lors des débats en groupe qui ont suivi : sur les racines mêmes du mot «mission» et sur les

manières de se le réapproprier aujourd'hui, sur la manière de porter un témoignage fidèle tout en tenant compte du contexte historique... Voici la synthèse de ces discussions, rédigée par le professeur Jean-François Zorn.



D'où vient le mot «mission» ? Quelles en sont les racines bibliques, dans quel contexte historique est-il apparu, pour répondre à quel appel ? Pourquoi ces différences d'approche significatives entre le monde catholique et le monde protestant ? Comment expliquer l'abstentionnisme missionnaire des Réformateurs ? Quelles différences, quelles similitudes trouver entre mission intérieure et mission extérieure ? Quels enseignements en tirer pour aujourd'hui ?

À une époque où le mot de «mission» est largement passé dans le langage courant, s'est largement sécularisé, il reste d'usage difficile dans les milieux protestants luthéro-réformés, du fait de tout l'héritage historique qu'il véhicule ; quand d'autres Églises protestantes le revendiquent au

contraire et font preuve d'un indéniable dynamisme dans leur témoignage. D'où le besoin de remonter le fil de l'histoire de ce mot même de «mission», d'en retrouver les origines et d'en suivre les développements, pour remettre en perspective les questionnements qui l'entourent aujourd'hui : c'était le but des deux premières sessions des «Ateliers de la mission» du Défap, les 10 et 22 avril.

Les questions qui émergent pour aujourd'hui

Les débats qui ont suivi les deux conférences du professeur Jean-François Zorn ont permis de faire émerger des questions riches et nombreuses, parfois de manière inattendue : ainsi, la genèse historique du mot «mission» a suscité beaucoup de commentaires, quand celle des connivences et des différences entre mission et colonisation est apparue moins présente, comme si l'éloignement historique permettait désormais de la mettre plus facilement en perspective : dans ce dernier cas, cette question des relations mission/colonisation n'est pas apparue comme une obsession nourrissant le sentiment d'une faute qu'il faudrait réparer, mais plutôt comme une contextualisation ayant parfois manqué de vigilance, ce qui ne permet pas pour autant de la juger de notre point de vue actuel. Les questionnements sur les manières de se réapproprier ce mot «mission» aujourd'hui ont aussi largement retenu l'attention de plusieurs des groupes ; de même que les questionnements concernant le témoignage à apporter aujourd'hui. Et diverses convictions sont ressorties de l'ensemble des groupes : notamment le fait que mission extérieure et mission intérieure ne doivent pas être séparées, et que la mission extérieure ne doit pas être abandonnée au risque d'un appauvrissement et d'un repli sur soi.

La synthèse de ces échanges a été rédigée à partir des notes des secrétaires des ateliers par le professeur Jean-François Zorn, qui s'est efforcé de les remettre en perspective : vous

pouvez [télécharger l'intégralité de ce document ici](#).

À lire, à revoir, à télécharger :

- [«La mission, un mot, une histoire» : la synthèse des débats en ateliers](#)
- [«La mission, un mot, une histoire» : revivez le premier webinaire](#)
- [«La mission, un mot, une histoire» : la vidéo du deuxième webinaire](#)
 - [La bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
- [Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !](#)

Madagascar : construire l'avenir des élèves de Mahanoro

En dépit des contraintes liées à la situation sanitaire, il y a des projets qui avancent. À Mahanoro, ville de la côte orientale de Madagascar, le collège-lycée géré par la FJKM, l'Église réformée malgache, compte désormais une nouvelle salle de classe, construite avec le soutien financier du Défap.



Élèves de Mahanoro © Florence Taubmann, Défap

Même si Madagascar ne figure pas parmi les pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19, les effets en sont dramatiques pour les plus fragiles. Au-delà de l'aspect purement sanitaire, cette crise s'est traduite, comme dans de nombreuses autres régions du monde, par un blocage de l'économie et des échanges, par des limitations des libertés, et par un accroissement des inégalités. Selon la Banque Mondiale, avec la pandémie, près de 1,9 millions de Malgaches supplémentaires devraient tomber sous le seuil international de pauvreté de 1,90 dollar par jour, portant le taux de pauvreté à près de 78% de la population. Pour de très nombreuses familles contraintes de survivre au jour le jour, les frais liés à la scolarisation des enfants ne peuvent plus être payés. Madagascar est actuellement le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Facteur aggravant : les échanges étant réduits du fait des contraintes sanitaires, de nombreux projets soutenus par des ONG internationales ont dû être reportés.

Il y a pourtant des chantiers qui avancent : c'est le cas de la nouvelle salle de classe du collège-lycée de Mahanoro dont

s'occupe l'Église réformée malgache, la FJKM. Il a pu être mené à son terme avec le soutien financier du Défap. Comme en de nombreux lieux à Madagascar, tout particulièrement dans les régions éloignées de la capitale Tananarive, tout ce qui est nécessaire à l'enseignement est rationné : on manque d'enseignants, de livres... et même de classes. Une nouvelle salle construite, c'est l'assurance de pouvoir accueillir plus d'élèves, dans de meilleures conditions : celle qui a été édiflée au collège-lycée de Mahanoro est destinée aux classes de seconde.

Mieux accueillir les élèves et mieux former les enseignants

S'il arrive que des projets soient retardés, la construction de cette salle a connu un destin tout à fait différent. Notamment à cause des fréquents cyclones, qui de la mi-décembre à la mi-avril arrivent de l'océan Indien pour frapper l'Est de Madagascar, avant de traverser l'île. Accompagnés de pluies diluviennes, ils emportent les routes et submergent les cultures, ravagent infrastructures et bâtiments. C'est précisément sur cette côte orientale particulièrement exposée, au climat tropical humide, que se situe le district de Mahanoro. L'une de ces tempêtes chroniques a provoqué l'effondrement d'une salle de l'école FJKM de Mahanoro, construite en bois. Les travaux rendus nécessaires se sont donc aussi traduits par une anticipation sur le chantier de la nouvelle classe, construite, elle, en dur.

Au total, le collège-lycée de Mahanoro compte dans les 600 élèves. Il est géré par un couple d'enseignants qui ont à cœur de donner un nouvel élan à l'enseignement protestant dans cette partie de l'île – une volonté qui s'inscrit dans la dynamique de la FJKM en plein essor, et dont l'un des projets est de créer des écoles de formation de professeurs dans toutes les régions. Accueillir plus d'élèves et mieux former les enseignants étant deux des enjeux cruciaux de l'éducation

à Madagascar... Car au-delà de l'alphabétisation, l'autre critère majeur pour accéder aux études supérieures et aux emplois publics est la bonne connaissance du français, qui est à Madagascar la langue des lettrés, des juristes, des universitaires. Un véritable plafond de verre pour la grande majorité de la population. Voilà pourquoi les actions du Défap dans ce pays tournent essentiellement autour de l'enseignement ; et notamment celui du français. Avec des envoyés dont certains sont présents auprès des plus jeunes (par exemple auprès de la communauté des sœurs de Mamré, à Tananarive, qui fait de l'accueil périscolaire) et jusqu'au niveau des études supérieures. À Mahanoro, [Louise est la plus récente envoyée du Défap](#) : elle a témoigné de son expérience de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) à l'occasion de nos « 50 témoignages de Pâques à Pentecôte ».

[Voir en plein écran](#)

«La mission, un mot, une histoire» : l'intégralité de la deuxième session

Après une première partie historique allant jusqu'au seuil de la Réforme, le deuxième webinaire des «Ateliers de la mission» du Défap, qui s'est tenu ce jeudi 22 avril, a exploré la période entre la Réforme et l'époque contemporaine. C'est une nouvelle fois le missiologue Jean-François Zorn qui était chargé de mettre en évidence les mues successives qu'a connues le

mot de «mission». Retrouvez ici l'enregistrement de l'intégralité de son intervention.



Pourquoi l'idée de «mission» est-elle restée longtemps éloignée des préoccupations des protestants, alors même qu'elle était très présente au sein de l'Église catholique ? Pourquoi l'essor des missions protestantes ne se fait-il qu'à partir du XVIIIème siècle ? Et que penser d'entreprises bien antérieures, mais avortées, comme celle de l'installation de Français au Brésil entre 1555 et 1560, parrainée par les chefs protestants français ? Quelles furent les relations entre mission et colonialisme au XIXème siècle ?

Dans ce nouvel «Atelier de la mission», Jean-François Zorn aborde la période qui va de la Réforme jusqu'à nos jours ; il resitue le contexte de la création de la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, et sa transformation au début des années 1970 en deux institutions sœurs, Défap et Cevaa.

Ce thème : «La mission, un mot, une histoire», occupait les deux premières sessions des «Ateliers de la mission». Retrouvez ci-dessous l'enregistrement de la deuxième partie de ces deux webinaires (pour des questions de copyright, et afin

de permettre la diffusion de cet enregistrement sur internet, certains extraits musicaux ont dû être coupés ou raccourcis au montage) :

Vous pouvez réécouter le [podcast de cet Atelier](#) sur Fréquence Protestante (émission «Vendredi-Culture» du 23 avril).

Vous pouvez également accéder ci-dessous au support utilisé par le professeur Jean-François Zorn pour ces deux premières sessions des «Ateliers de la mission», ainsi qu'à [l'intégralité du texte qui les accompagne](#) :

À lire, à télécharger :

- [«La mission, un mot, une histoire» : revivez le premier webinaire](#)
- [Le texte complet des deux premières sessions](#)
 - [La bibliographie en pdf](#)
 - [Le programme des «Ateliers de la mission»](#)
- [Pour vous inscrire aux sessions suivantes, c'est ici !](#)

Comment aider Haïti ?

Alors que le président Jovenel Moïse devait rendre le pouvoir le 7 février, selon le conseil supérieur du pouvoir judiciaire haïtien, il est toujours en place et gouverne par décrets. La violence grandit dans le pays

et les raptés organisés par des gangs sont de plus en plus nombreux : en témoigne l'enlèvement récent de dix personnes, dont sept religieux. Dans un contexte de pauvreté et de pénuries croissantes, manifestations et grèves appellent à la fois à la libération des otages et au départ du président. Le Défap, en lien avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



S'il est une activité qui prospère en ce moment en Haïti, c'est celle du kidnapping. Activité fort lucrative, aux mains d'une centaine de gangs régnant chacun en maîtres sur leur territoire, qu'ils défendent en se livrant à de véritables batailles rangées. Jusque dans la capitale, Port-au-Prince, ils contrôlent des quartiers entiers. Voilà des mois que le nombre de ces enlèvements crapuleux va croissant. Si des échos en sont parvenus dernièrement jusqu'en France, où les autorités se sont mobilisées, c'est parce que parmi leurs victimes les plus récentes figurent des ressortissants

français ; l'enlèvement, à peu près deux semaines plus tôt, de trois membres de l'Église pentecôtiste dont un pasteur, n'avait pas eu un tel retentissement. Reste qu'en Haïti même, ce dernier rapt de dix personnes, parmi lesquelles sept religieux catholiques (cinq Haïtiens ainsi qu'une nonne de la Mayenne et un prêtre de l'Ille-et-Vilaine qui vit en Haïti depuis plus de trente ans) a représenté une telle onde de choc qu'elle a entraîné un remaniement gouvernemental. Les représentants des Églises eux-mêmes ne se sentent plus à l'abri de ces raptés. Mgr Max Leroy Mésidor, archevêque de Port-au-Prince, constatant que «la violence des bandes armées prend une proportion sans précédent», a fustigé : «Les autorités publiques qui ne font rien pour résoudre cette crise ne sont pas à l'abri de tout soupçon. Nous dénonçons les complaisances et les complicités d'où qu'elles viennent». La Conférence haïtienne des religieux a exprimé son «profond chagrin, mais aussi sa colère».

L'enlèvement a eu lieu le dimanche 11 avril. Les dix personnes se rendaient alors à la cérémonie d'installation d'un jeune curé dans sa nouvelle paroisse, à Galette-Chambon. L'attaque a eu lieu à la Croix-des-Bouquets, un secteur contrôlé par un gang connu sous le nom de la «400 Mawazo». Le soir-même, Loudger Mazile, porte-parole de la conférence épiscopale d'Haïti, annonçait que les ravisseurs réclamaient 1 million de dollars de rançon. Depuis, la famille d'une des otages, une septuagénaire haïtienne, a réussi à réunir 50.000 dollars pour obtenir sa liberté ; mais les autres restent captifs. Quatre des ecclésiastiques sont membres de la société des prêtres de Saint-Jacques, en mission en Haïti. Parmi les sept religieux toujours séquestrés, deux prêtres sont de santé fragile : l'un a besoin de soins après une blessure par balle à l'abdomen, l'autre, diabétique, est sous insuline.

Des Églises mobilisées contre les dérives

dictatoriales

Face au choc suscité par ce dernier enlèvement, le président Jovenel Moïse s'est dit «conscient que l'État doit faire plus d'efforts». Le mercredi 14 avril, le premier ministre, Joseph Jouthe, a remis sa démission, aussitôt remplacé par Claude Joseph, l'ancien ministre des affaires étrangères. L'Église catholique, pourtant d'ordinaire très réservée, a lancé un appel à la grève générale pour réclamer la libération des otages ; un appel qui a été très suivi à travers le pays, pendant que les messes prenaient des allures de meetings politiques réclamant le respect de la Constitution – en clair : le départ du président.

L'événement en dit long sur la contestation visant le chef de l'État, accusé de dérives dictatoriales et d'encourager le chaos : impossibilité de tout dialogue entre Jovenel Moïse et l'opposition politique, paralysie d'institutions comme le Parlement et le Sénat qui ont été réduites au silence, pendant que le président, dont le mandat aurait dû s'achever le 7 février, continue à gouverner par décrets... Côté protestant, une Commission protestante contre la dictature en Haïti (CPCDH) réunit depuis la mi-février la Conférence et la Fédération des pasteurs haïtiens ainsi que le Conseil national spirituel des Églises d'Haïti. La dernière tentative en date de susciter un dialogue réunissant les partis politiques de l'opposition, la société civile, le pouvoir et les partis politiques proches du pouvoir, lancée par la plateforme interreligieuse Religions pour la paix, s'est soldée par un échec.

Au quotidien, la population haïtienne doit endurer cette insécurité endémique, les multiples pénuries aggravées encore par les effets de la pandémie de Covid-19, les coupures d'eau ou d'électricité, le mauvais état des infrastructures, la mauvaise qualité des services publics et la corruption, une pauvreté grandissante, une inflation galopante... Un symbole

parmi d'autres : le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti a annoncé la mise en circulation prochaine de nouveaux billets de 2500 et 5000 gourdes, la monnaie haïtienne. Mais au taux de change actuel, le billet de 2500 gourdes ne vaudrait guère plus en dollars que ce que valaient les billets de 1000 gourdes imprimés en 2005 ; et guère plus que les billets de 100 gourdes en 1991... Près de deux tiers des 11 millions d'habitants du pays vivent avec moins de 2,41 dollars par jour. Mais bien qu'épuisés, les Haïtiens trouvent encore la force de manifester.

Comment aider ?

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme «zone rouge» par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Elles-mêmes ne sont pas à l'abri des pénuries et de la violence, mais elles se consacrent avec dévouement à semer des graines d'espérance. Le soutien de partenaires étrangers est pour elles nécessaire. Ainsi, la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). Avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants – un enjeu majeur pour la formation des futurs citoyens, alors que du fait de la mauvaise qualité de l'enseignement public, l'analphabétisme concerne près de 4 Haïtiens sur 10. ADRA a développé un programme efficace de reboisement, dans un pays où la couverture végétale n'excède pas 2% du territoire – une

déforestation qui aggrave encore les effets des fréquents cyclones...

Ce qui relie ces différents acteurs, c'est la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap. Elle permet un partage d'informations, des actions en commun, des récoltes de fonds pour les projets en cours sur place... La Mission biblique en est membre, ainsi qu'ADRA-France, mais aussi la Fondation La Cause pour les orphelinats, le SEL... Au vu de la situation d'urgence que connaît le pays, plusieurs acteurs de cette Plateforme ont déjà eu l'occasion d'échanger en comité réduit, et préparent une réunion plus large au cours des prochains jours.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

